REFLEXIONS SUR LES NOUVELLES FORMES DE « COOPERATION » ENTRE LE MAGHREB ET L'EUROPE (*)

F. OUALALOU

La définition classique du terme « coopération » en vogue durant les années 60 impliquait que les actions engendrées par une activité « coopérante » soient par hypothèse dans « l'intérêt » des deux partenaires. « L'intérêt » est cependant conçu pour chacune des deux parties en cause (deux nations, ou deux groupes de nations) par rapport à sa propre situation historique et à la nature de ses relations avec l'autre partie. Cette observation, à elle seule, nous amène à saisir l'ambiguïté de la notion « coopération », chaque fois qu'il s'agit de relations entre des pays capitalistes industrialisés et des pays du Tiers-Monde. En effet, par le fait même que les relations entre ces deux entités sont de type impérialiste, « La coopération » prend la forme d'un échange entre dominateurs et dominés et tend à renforcer un statu quo d'emprise dans le cadre de la dynamique historique, de sorte que l'écart entre les deux partenaires ne se réduit nullement malgré les changements formels qui interviennent dans leurs affrontements-confrontements.

La conception classique de la coopération porte en elle des éléments vicieux qui dénotent d'une certaine hypocrisie. Elle se fonde sur l'interaction des intérêts des deux partenaires sans mettre en relief l'inégalité fondamentale de leur situation et de leur pouvoir de négociation.

« La coopération » future est nécessaire est appelée à changer de sens. Elle doit viser la transformation radicale des relations entre

(*) L'auteur a présenté cette communication au colloque international sur les relations entre la France, la RFA et le Maghreb par l'Institut für Auslandsbeziehungen et l'Institut Français de Stuttgart le 6 et 7 Mars 1975 à Stuttgart.

les deux entités. Son but, dans la phase actuelle, est la création des conditions propices à l'égalisation des chances entre les partenaires en vue d'un véritable dialogue. Coopérer aujourd'hui, c'est avant tout changer l'ordre des relations internationales, ce qui implique nécessairement que la partie dominante accorde des concessions réelles à la partie dominée et que l'écart qui sépare les deux parties se réduise très sérieusement.

Les pays capitalistes industrialisés ont toujours pris l'initiative de définir le contenu de « la coopération » à partir de leur propre situation et de ce qu'ils attendent eux mêmes des pays du Tiers-Monde ⁽¹⁾. Son objet a donc changé dans le temps, selon les caractéristiques de la phase historique (colonisation, l'après indépendance, crise énergétique, etc...) et dans l'espace selon la nature de la richesse et celle du pouvoir politique dans les pays du Tiers-Monde.

L'étude de « la coopération » entre le Maghreb d'une part et l'Allemagne Fédérale et la France d'autre part appelle la formulation de deux remarques préliminaires.

La première est relative au Passé : la réflexion relative aux relations entre les deux entités, ne peut pas ignorer que les pays maghrébins (Maroc, Algérie, Tunisie et Mauritanie) ont été colonisés par la France, et que le poids de ce passé colonial est très important dans la genèse de la coopération entre les deux parties.

La deuxième remarque est relative au Présent. La réflexion sur la problématique du devenir des relations entre les deux parties ne peut pas ignorer que :

— La France et l'Allemagne Fédérale appartiennent toutes les deux au bloc des pays capitalistes nantis et constituent les deux pôles déterminants de la Communauté Economique Européenne.

— Le Maghreb fait partie d'une entité globale, le Tiers-Monde, et d'une entité historique et géographique plus réduite : le Sud de la Méditerranée, l'Afrique et surtout le Monde Arabe.

— Entre les deux parties, subsistent des relations de domination politique économique, technique et culturelle à la faveur des pays eu-

(1) C'est dans ce sens que l'on peut déceler par exemple, les différences entre « La coopération franco-algérienne » et « La coopération franco-marocaine » durant les années 60, et les différences encore plus sensibles entre « La coopération » proposée par l'Europe au Tiers-Monde pétrolier et la coopération proposée au Tiers-Monde non pétrolier.

ropéens, ces relations ayant épousé diverses formes à travers le passage de la phase coloniale à celle de l'indépendance.

Notre démarche voudrait analyser « la coopération » dans le cadre d'une triple intégration : celle de l'Europe (l'Allemagne et la France) dans le système capitaliste international, celle du Maghreb dans le Tiers-Monde et le Monde Arabe, et celle qui lie les deux groupes l'un à l'autre (Europe-Maghreb), c'est-à-dire l'intégration du Maghreb dans le capitalisme international par le biais de l'Europe.

En plaçant donc la problématique de la coopération dans le cadre de la confrontation entre les pays capitalistes et les pays du Tiers-Monde, nous sommes appelés à tracer la dynamique historique de cette confrontation ⁽²⁾ avant de relever les caractéristiques du devenir des relations maghrébo-européennes.

I. LA DYNAMIQUE DE LA CONFRONTATION

La stagnation historique qu'un certain nombre de pays, appelés aujourd'hui Tiers-Monde, ont connu à partir du XIV^e siècle et qui a coïncidé avec l'émergence de grandes transformations en Europe et la naissance du système capitaliste, a entraîné l'agression coloniale qui constitue un phénomène historique et objectif du capitalisme.

La colonisation a inauguré un processus d'emprise des pays capitalistes sur les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, à travers plusieurs phases de l'évolution du phénomène impérialiste. Chaque phase débute par une agression dirigée par les pays A (pays capitalistes), à un niveau déterminé, contre les pays B (Tiers-Monde) ⁽³⁾. Cette agression engendre successivement une prise de conscience politique chez B, sa contestation à l'encontre du phénomène impérialiste, la répression par A de tout mouvement de résistance de la part de B, l'élargissement de l'écart entre les deux parties à cause de l'exploitation de l'une par l'autre, et l'adaptation enfin de A aux revendications de B, ce qui implique le prélude d'une nouvelle phase de domination.

(2) Malgré la tentation de la généralisation de l'analyse au niveau international, notre approche dans la première partie concerne essentiellement les relations entre l'Europe (pays capitalistes) et le Monde Arabe et le Maghreb (pays du Tiers-Monde).

(3) A signifie les pays capitalistes (ici l'Europe et pendant la phase coloniale, la France), B signifie les pays du Tiers-Monde (ici le Maghreb).

Nous pourrions ainsi déceler la succession de trois phases de domination ⁽⁴⁾ :

- Le colonialisme
- Le néocolonialisme
- Le néo-néo-colonialisme ou la troisième phase de domination.

Lors de la première phase, « la métropole » colonisatrice vise à contrôler la colonie dans son ensemble, en exploitant directement ses richesses et en lui imposant une division de travail primaire et inique dans le cadre de la zone coloniale.

La deuxième phase qui voit le jour à l'indépendance des colonies, se caractérise essentiellement par un modèle de croissance économique que les pays capitalistes proposent aux pays du Tiers-Monde autour d'un certain nombre de données que l'on pourrait résumer dans les éléments suivants :

- La nécessité de créer une bourgeoisie entreprenante capable d'entretenir la croissance économique à l'image de la bourgeoisie européenne du XIX^{ème} siècle. Cette perspective indique aux pays du Tiers-Monde d'opter pour le modèle de développement de type libéral (promulgation de codes d'investissements, octroi de facilités et de crédits au secteur privé, etc....).

- L'appel à un apport étranger sur le plan technique, culturel et financier dans le cadre de la stratégie économique sous prétexte que les pays du Tiers-Monde sont des pays défaillants en hommes et en capitaux.

- La pratique de politiques qui répondent aux désirs et aux conseils des centres d'hégémonie capitaliste telles que l'orientation de l'essentiel des investissements vers l'agriculture, le tourisme, l'industrie légère ou l'encouragement de l'exportation de la main-d'œuvre vers les pays capitalistes (lutte contre le chômage et transfert des capitaux) ou l'institutionnalisation du planning familial en vue de diminuer le taux de natalité considéré comme responsable de tous les maux de la pauvreté.

(4) Nous avons développé cette conception de la succession des phases de domination dans un petit livre « Le Tiers-Monde et la troisième phase de domination » Ed. Maghrébines.

En bref, le modèle tout en imposant une nouvelle division internationale de travail, prétend créer des analogies entre la situation des pays du Tiers-Monde aujourd'hui et celle de l'Europe de la révolution industrielle, et déduit de ce raisonnement que le Tiers-Monde doit suivre tous les pas que le monde capitaliste a effectués dans le cadre de sa croissance.

C'est lors de cette phase, que le terme « coopération » a vu le jour à travers un certain nombre d'initiatives entreprises par les pays capitalistes dans les pays du Tiers-Monde (assistance technique, financière, culturelle, etc...) en vue d'appliquer le modèle néocolonial tel que nous venons de le décrire.

En fait, ce modèle a affronté rapidement ses propres limites ; son échec n'a pas permis au Tiers-Monde de trouver les solutions aux difficultés qu'ils connaît, alors que l'écart entre les pays capitalistes (A) et les pays du Tiers-Monde ne cessait de s'élargir. Les conséquences de l'échec ont été multiples :

— Une expansion rapide de l'économie capitaliste durant les années 60 qui a engendré, à cause de son caractère anarchique et sauvage une crise globale affectant l'ensemble de la société du monde capitaliste à travers les problèmes qu'elle affronte depuis quelques années : inflation, environnement déperdition des valeurs morales, défaillance des systèmes productif, éducatif, politique, et enfin crises énergétique, monétaire, économique et aggravation des contradictions entre les pays capitalistes.

— Cependant cette expansion a permis aux pays capitalistes industrialisés de détenir de nouveaux atouts créant ainsi pour eux une nouvelle chance dans leur confrontation avec le Tiers-Monde. Il s'agit d'atouts dus à l'élargissement de l'écart économique entre eux et le Tiers-Monde et aux nouvelles possibilités d'emprise à partir des potentialités scientifiques technologiques qu'ils possèdent et qui leur permettent une grande capacité d'adaptation.

— Enfin, à l'intérieur des pays du Tiers-Monde, l'application du modèle néo-libéral a entraîné l'aggravation des problèmes socio-économiques : paupérisation des masses, enrichissement des classes privilégiées, incapacité de la nouvelle bourgeoisie à jouer le rôle modèle que lui a confié le modèle néo-libéral, endettement des nations sans ressources, développement du chômage, de l'analphabétisme, et apparition même parfois de la famine.

Face à leurs atouts et leurs défaillances, leurs contradictions internes et externes, face à la montée démographique du Tiers-Monde,

à l'échec du dessein néo-libéral, face enfin à l'intensification de la contestation vis-à-vis de la suprématie impérialiste, les pays capitalistes industrialisés proposent aujourd'hui, tacitement au départ, puis explicitement, les termes d'un nouveau contrat avec le Tiers-Monde et mettent sur pied une nouvelle stratégie de domination.

La troisième phase de domination tente d'atténuer les indices trop voyants de l'emprise impérialiste à travers un nouveau modèle fondé pour l'essentiel sur les éléments suivants :

— Les pays capitalistes commencent à accepter les initiatives prises par les pays du Tiers-Monde en vue de récupérer leurs richesses nationales. Le développement de leurs relations Etat à Etat avec le Tiers-Monde ont permis l'élargissement du secteur public au dépens du secteur privé. Ils s'adaptent aux phénomènes de nationalisations qui sont devenus très courants dans le Tiers-Monde et n'engendrent plus comme auparavant, déception pour les uns et enthousiasme pour les autres. Sûrs de leur avance technologique, ils conçoivent aujourd'hui que les termes de la domination ne sont plus liés aux flux financiers mais plutôt aux données scientifiques, technologiques et à leurs apports en savoir, marketing et ingénierie.

— La division du travail sur le plan international, tend à changer de degrés mais non de nature. L'industrialisation du Tiers-Monde, hier refusée est aujourd'hui acceptée sinon succitée par les centres d'hégémonie capitaliste. Ceux-ci devenus des exportateurs essentiellement de biens d'équipement et de technologie et non plus de biens de consommation transformés, considèrent de plus en plus que l'industrialisation du Tiers-Monde répond à leur désir et leur ouvre de grandes possibilités à leurs exportations ; par ailleurs la persistance des problèmes d'inflation, de pollution, de main-d'œuvre étrangère les pousse à exporter une partie des industries classiques aux pays du Tiers-Monde tout en maintenant une emprise absolue dans le domaine de l'industrie de pointe.

— Le nouveau modèle voudrait nécessairement recommander l'élargissement de la classe moyenne dans les pays du Tiers-Monde, afin de garantir le développement du pouvoir d'achat et la propension d'importation des pays du Tiers-Monde. On est tenté de dire que le capitalisme international essaye d'appliquer le modèle keynésien sur le plan international.

La réaction du Tiers-Monde au nouveau pacte dépend de trois variables : le degré de domination du Centre capitaliste sur les pays du Tiers-Monde, la nature du pouvoir politique dans les pays du

Tiers-Monde et le degré de conscience politique, et enfin la nature de la richesse exportable par les pays du Tiers-Monde.

Avant de montrer comment les nouvelles formes de « coopérations » conçues par les pays capitalistes, épousent les transformations des formes de domination, il est nécessaire de relever comment l'application de ces modèles successifs des relations entre pays capitalistes et Tiers-Monde ont une conséquence sur la formation socio-économique à l'intérieur du Tiers-Monde et entraînent un partage de pouvoir au niveau du Tiers-Monde dans son ensemble.

II. LES CONSEQUENCES DE L'AFFRONTEMENT : NATIONS PRIVILEGIEES ET CLASSES PRIVILEGIEES

Les centres d'hégémonie impérialiste ont toujours cherché, dans le cadre des tentatives de récupération des revendications de libération, de détourner le sens de ces revendications en renforçant le rôle des forces relais appelées à créer des solidarités d'intérêt entre l'économie capitaliste internationale et celle du Tiers-Monde.

Au niveau de la nature de ces forces relais, on peut relever un déplacement et une transformation à travers le passage des phases coloniale, néo-coloniale à la troisième phase de domination.

Lors de la colonisation directe, la population étrangère constituée de colons agriculteurs, industriels, commerçants recevait l'essentiel des privilèges octroyés par l'administration coloniale qui s'occupait de l'encadrement administratif, technique et militaire de l'économie coloniale⁽⁵⁾. Elle jouait de ce fait le rôle d'intermédiaire entre l'économie coloniale et l'économie « métropolitaine ». L'histoire a démontré que la colonie étrangère a toujours lutté avec véhémence contre l'acquisition de l'indépendance politique au point de se trouver par moment en conflit contre l'autorité politique de la métropole dans le cadre de mouvements réactionnaires et souvent racistes (Présence Française au Maroc, l'O.A.S. en Algérie).

Après l'indépendance, nous avons vu, comment à travers la mutation formelle de la domination, les centres d'hégémonie étrangère

(5) On doit remarquer que même la classe ouvrière étrangère et la petite bourgeoisie coloniale, c'est-à-dire tous ceux qu'on appelait « les petits blancs », se trouvaient, malgré leur appartenance sociale, du côté des « privilégiés », du fait même du niveau de leur revenu et du mode de vie qui différaient de celui de la grande masse des « indigènes ». Ceci n'atténuait nullement les contradictions sociales à l'intérieur de la colonie étrangère.

tentèrent de renforcer la place et le rôle des classes privilégiées autochtones appelées par erreur « bourgeoisie nationale ». Ces classes, produit du passage de la colonisation à l'indépendance, accaparèrent le pouvoir sur les grands moyens de production dans la grande majorité du Tiers-Monde et commencèrent à jouer le rôle de force-relai entre les centres d'hégémonie capitaliste, qui se sont diversifiés et les potentialités de leur économie nationale. Cette fonction les amène à refuser les changements de structures économiques, à renforcer la dépendance de la nation et à lutter contre toute tentative de libération. La pression des besoins et l'accentuation des revendications des masses les obligent, cependant, à céder au niveau des positions politiques tout en récupérant les mots d'ordre de changements (nationalisation, socialisme, etc...).

Le passage à la troisième phase de domination qui correspond pour la partie la plus avancée du Tiers-Monde, au début des années 70, entraîne un changement au niveau des forces-relai à l'intérieur des pays du Tiers-Monde, l'échec de « la bourgeoisie nationale » à prendre la relève de la colonisation, la détérioration de la situation matérielle de la grande masse créent pour les pays capitalistes des goulots d'étranglement engendrés essentiellement par la baisse du pouvoir d'achat des nations du Tiers-Monde, les pays nantis devenus des producteurs de savoir, de technologie et de biens d'équipement constatent qu'il est de leur intérêt que les revenus à l'intérieur des pays du Tiers-Monde s'accroissent et que la répartition y devienne meilleure dans le sens de l'atténuation des écarts entre les revenus des classes sociales ⁽⁶⁾.

La troisième phase de domination enfante une dynamique, des contradictions et porte en elle la genèse de nouvelles transformations. L'élargissement de la classe moyenne, appelée à jouer le rôle de force-relai entre les deux parties et l'échec du modèle néo-colonial ont été la base de nouvelles contestations dans les relations Tiers-Monde-pays capitalistes. Les pays où les représentants de ces classes moyennes sont arrivés à détenir une partie du pouvoir de gestion (le Maroc en 1959-60) sinon du pouvoir politique (l'Algérie aujourd'hui), ont été les premiers à lever le drapeau de la contestation économique. Les

(6) A titre indicatif, il faut relever les changements d'attitude de la BIRD au niveau de ses conseils accordés aux pays du Tiers-Monde. Réforme agraire, secteur public, meilleure répartition des revenus... sont devenus des mots clés dans la littérature de la BIRD alors que lors des années 60, tous ces concepts étaient purement et simplement ignorés par cette institution.

premiers changements dans l'ordre pétrolier ont commencé en 1970-71 à l'intérieur des pays où la classe moyenne est dominante politiquement (nationalisation des compagnies pétrolières en Algérie, rationalisation et nationalisation partielle de la production en Lybie, nationalisation des compagnies en Irak, accords de Tripoli, de Téhéran, de Genève, etc...).

Certes la guerre d'octobre 1973, les contradictions intercapitalistes (USA-Europe, Japon) et entre les deux systèmes économiques dominants (socialisme et capitalisme) ont permis aux pays pétroliers de marquer de nouveaux points durant l'année 1974. Il est apparu alors que dans ces transformations, deux variables interviennent : la nature des pouvoirs politiques dans les pays du Tiers-Monde et la nature de leur richesse.

Les pays ayant des pouvoirs avancés, qui représentent l'idéal des classes moyennes et quelque fois laborieuses, ont été les premiers à prendre les initiatives en matière de libération économique. Les pays où les pouvoirs sont restés en retard par rapport aux mutations historiques de l'ordre international et incapables de comprendre les nouvelles données de l'économie mondiale ont continué à cultiver les relations de type néo-colonial.

Le rôle de la deuxième variable — nature de la richesse — a été plus déterminant sur le plan conjoncturel que celui de la première variable. Les pays producteurs du pétrole se sont trouvés dans une situation privilégiée caractérisée par la conjonction de plusieurs éléments à leur faveur :

— La rareté de l'offre du pétrole (surtout en perspective) par rapport à la demande croissante des pays consommateurs a permis aux pays producteurs de pétrole d'accroître les prix et d'accumuler rapidement des revenus élevés.

— La hausse du prix du pétrole était en grande partie à la faveur de l'URSS (exportatrice de pétrole) et des Etats-Unis (à cause des difficultés engendrées par la hausse aux économies concurrentes du Japon et de l'Europe). Elle a permis à l'économie américaine de révaloriser ses propres sources énergétiques et d'augmenter sa propre compétitivité qui n'avait pas réagi suffisamment aux dévaluations du dollar en 1971 et 1972.

— La guerre d'Octobre fut une occasion unique qui a permis aux pays pétroliers de prendre des initiatives de libération économiques, initiatives qu'ils étaient tôt ou tard appelés à prendre du fait du re-

tournement du marché énergétique et des revendications des forces anti-impérialistes à l'intérieur du Tiers-Monde pétrolier.

La conjonction des deux variables (richesse et pouvoir) ont entraîné alors les grandes transformations que le monde a connues durant les années 74-75 : relèvement des prix du pétrole et d'autres matières premières (Phosphates au Maroc), nationalisation des richesses nationales et accumulation des excédents liquides par les pays producteurs de pétrole.

Les pays capitalistes qui ont subi les effets de ces transformations, souvent difficilement, parce que leur système économique n'était pas prêt à les appréhender connaissent une récession, mais découvrent en même temps la nécessité et la possibilité de s'y adapter.

Dans le cadre de l'affrontement postérieur à Octobre 1973, une troisième variable a pu jouer dans l'évolution des événements : la variable population. Certains pays producteurs de pétrole possèdent une capacité d'utilisation de leurs revenus parce qu'ils sont pourvus de population et de marché intérieur (Algérie, Irak, Iran), d'autres ne possèdent pas les structures démographiques et la capacité d'absorption nécessaire à cette utilisation (Arabie Séoudite, Golf Arabe et Lybie).

Les premiers peuvent se permettre d'accroître leurs importations des pays industrialisés en biens d'équipement et en armement, les seconds sont obligés de chercher un placement extérieur à leurs excédents (7).

Face à ces transformations et à l'interaction des trois variables : nature du pouvoir, nature des richesses, et importance de la population, les centres d'hégémonie capitaliste imaginent de plus en plus de nouvelles formes de relations avec le Tiers-Monde, principalement le Tiers-Monde arabe. Leur but est de s'adapter aux initiatives prises par celui-ci afin d'utiliser les excédents pétroliers (arabo-dollars ou pétrodollar) à combler les déficits des balances de paiement des pays capitalistes et accroître leur propension à l'exportation des biens d'équipements. La nouvelle « coopération » proposée peut se résumer dans les points suivants :

(7) Toutes ces transformations nécessitent de nouvelles typologies dans les classifications des pays du Tiers-Monde. On peut y relever : les pays nantis sans population (Emirats du Golf), pays nantis avec population (Algérie, Irak, Iran, pays nantis à pouvoir avancé (Algérie), pays nantis à pouvoir avancé mais militarisé (Irak), pays pauvre sans population (pays africains), pays pauvre et très peuplé (Bangladesh), etc...

— « Une coopération » militaire : le développement des instruments de la mort par les pays industrialisés sert à cultiver des tensions régionales, à limiter la liberté d'action des nations dans leurs conflits internationaux et à entretenir l'industrie aéronautique et militaire. Le progrès technologique en matière d'armement accroît la dépendance des pétro-dollars ; ce type de coopération est proposé surtout aux plan économique et financier.

— « Une coopération » financière ; dans le cadre du recyclage des pétro-dollars ; ce type de coopération est proposée surtout aux pays pétroliers qui ne possèdent pas de capacité d'absorption de leurs excédents. Ils sont appelés à placer ceux-ci dans les pays capitalistes, ou remplacer ces derniers dans leurs rôles de pourvoyeurs en capitaux des pays du Tiers-Monde déficitaire.

— « Une coopération » industrielle proposée aux pays du Tiers-Monde ayant une capacité d'absorption et qui permet aux pays capitalistes de leur exporter des biens d'équipement, du savoir et de la technologie. La naissance de l'industrie dans quelques nations du Tiers-Monde sera à la faveur du renforcement des classes moyennes, et d'un changement dans la division de travail sur le plan international.

Ainsi, pourrions nous constater que « la coopération » proposée par les pays nantis est appelée à utiliser deux forces-relais dans le Tiers-Monde : « les nations privilégiées » c'est-à-dire les nations qui se sont pourvues d'une richesse très demandée par le marché international, et « les classes moyennes » dont l'assise s'élargit dans tous les pays ayant une capacité d'absorption du fait du développement du secteur public et de l'industrialisation.

C'est dans ce nouveau cadre, que l'on peut déceler le profil des relations entre le Maghreb et l'Europe.

III. L'AVENIR DES RELATIONS DE COOPERATION ENTRE LE MAGHREB ET L'EUROPE

L'analyse que nous venons d'effectuer tend à montrer d'une part, l'évolution des relations entre les pays capitalistes et les pays du Tiers-Monde, et à indiquer d'autre part la nécessité d'intégrer les relations maghrébo-européennes dans un cadre plus large, celui de la confrontation entre centre d'hégémonie capitaliste et Tiers-Monde et plus spécialement entre le Tiers-Monde arabe et l'Europe. Il nous semble difficile aujourd'hui de réfléchir sur une quelconque coopération maghrébo-européenne en dehors du face à face Europe-Monde Arabe. Ceci nous amène à remarquer le nécessaire dépassement de la coopération de

type néo-colonial telle que nous l'avons connue après les indépendances, et la genèse de nouvelles formes de relations entre les deux entités.

Au lendemain de l'indépendance de chacun des pays maghrébins, et surtout à la fin de la guerre d'Algérie, des relations d'un type particulier se sont établies entre le Maghreb et la France, concrétisées par des accords politiques (actes de l'indépendance, accord d'Evian, conventions techniques culturelles et financières, accord franco-algérien en matière de pétrole en 1965, etc...) et élargies sur le plan européen sur le plan commercial (stipulations particulières de l'accord de Rome concernant l'Algérie et association du Maroc et de la Tunisie à la C.E.E. en 1969.

Tout montre aujourd'hui que la « coopération » telle qu'elle a été conçue au début des années 60 même par les esprits les plus avancés du système politique gouvernemental en Europe ⁽⁸⁾ est aujourd'hui bien dépassée. Ce dépassement peut être relevé à travers trois exemples : le problème de l'association à la C.E.E., la coopération technique et culturelle et l'application du modèle néolibéral dans les économies maghrébines par le biais de l'apport étranger en capitaux privés.

1. Le dépassement de l'association à la C.E.E.

Après plusieurs années de négociations plus ou moins continues, le Maroc et la Tunisie ont signé des accords d'association à la C.E.E. en 1969. Ils s'apprentent en 1975 à négocier les termes du renouvellement de ces accords dans le cadre d'un éventuel élargissement. Il ne s'agit pas ici de parler du contenu de ces accords ni des problèmes qu'ils avaient posés après leur signature, ni enfin des défaillances de leur application ⁽⁹⁾.

L'accord d'association a été un accord de type commercial, instituant des avantages réciproques à la faveur d'une part des exportations européennes vers les deux pays maghrébins et d'autre part des exportations tunisiennes et marocaines à l'Europe (surtout les agrumes, l'huile d'olive et les produits industriels). Il ne constitue en fait que le résultat du statu quo structurel des deux économies maghrébines qui

(8) La conception gaulliste de la coopération : cf. Rapport Jeanneney.

(9) Voir note étude dans « Tiers-Monde et la troisième phase de domination ». Par ailleurs le livre de Mellah sur les aspects politiques de l'association (Editions Maghrébines) présente le bilan de toutes les positions sur la question.

n'ont pas pu reconvertir leurs économies de type colonial, et se sont trouvées obligées de céder aux stipulations formulées par l'accord tel qu'il a été conçu par les instances de la C.E.E. (10).

Quel que soit le contenu du renouvellement des accords futurs entre les pays maghrébins et l'Europe, l'on peut affirmer que l'association de type classique est un phénomène dépassé et qu'elle ne peut constituer dans l'avenir un élément stratégique important dans les relations entre les deux parties.

La politique de plus en plus mondialiste de l'Europe, politique suscitée en grande partie par l'Allemagne a permis à la C.E.E. d'accorder des « faveurs » égales à l'ensemble des pays du Tiers-Monde pour leurs exportations industriels dans le cadre de ce que l'on appelle le système généralisé des préférences, ce qui répond à la nouvelle stratégie « industrielle » des pays capitalistes vis-à-vis du Tiers-Monde. Le nouvel accord (28 Février 1975) signé à Lomé entre quarante six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) et la C.E.E., et qui remplace l'accord d'association de Yaoundé signé en 1964 avec 19 Etats africains et malgaches est la manifestation la plus solennelle de l'élargissement de la notion de l'association à l'ensemble du Tiers-Monde. La politique mondialiste de l'Europe l'a entraîné à céder sur le plan douanier (Kennedy Round... X Round) aux exportations des Etats-Unis souvent concurrentes, pour les produits alimentaires, aux produits primaires du Tiers-Monde.

L'Europe construit, par ailleurs, depuis le début des années 70, une politique unifiée vis-à-vis de l'ensemble des pays méditerranéens et du Moyen Orient. Sa défaillance en matière énergétique, sa dépendance vis-à-vis du monde arabe, son désir de vendre le maximum de biens industriels aux pays pétroliers et d'attirer le placement de leur épargne, l'ont poussé à accorder les mêmes faveurs aux exportations des autres pays du Moyen Orient qu'à celles qu'elle avait accordées aux ancien-

(10) Le cas de l'Algérie est particulier : en effet, elle a hérité selon même les accords d'Evian du statut de pays intégré à la CEE. Elle a donc eu, durant les premières années de l'indépendance, droit aux « facilités » accordées aux pays associés. Après le dépassement politique des accords d'Evian, elle a su exploiter deux atouts importants dans ses relations avec la CEE : La production pétrolière, et la main-d'œuvre algérienne qui travaille en France. La seule difficulté réelle qu'elle a eu avec l'Europe concerne les exportations de vin. Elle s'apprêtait à négocier un accord commercial quand la crise énergétique est venue renforcer sa position dans sa confrontation avec l'Europe. C'est dans le cadre du dépassement des relations d'association que ses nouveaux liens avec l'Europe sont en train de se développer.

nes colonies associées. Aussi peut-on remarquer un déplacement d'intérêt des pays européens vers le monde arabe pétrolier, ce qui atténue pour eux le caractère stratégique de l'association avec les anciennes colonies non pourvues de richesse très demandées.

2. Le dépassement de la coopération technique, culturelle et financière

Après l'acquisition des indépendances, la France a signé des conventions de coopération culturelle, technique et financière avec les pays maghrébins. Elle s'est engagée à fournir des cadres chargés d'y encadrer l'enseignement, d'autant plus que la langue française gardait au Maghreb une place privilégiée. Les assistants techniques étaient appelés à louer leur service pour aider à la gestion de l'administration et des affaires économiques. Enfin l'apport financier français alimentait quelques investissements publics et devait aider à résoudre les problèmes de balance de paiements des pays maghrébins ⁽¹¹⁾. Parallèlement, ces derniers commençaient à recevoir des apports publics d'autres pays européens, essentiellement d'Allemagne Fédérale, au moment où la BIRD, les Etats Unis et l'URSS multipliaient leurs avances dans le même sens.

Aujourd'hui, tout indique que ce type de « coopération » est appelé à perdre l'importance relative qu'il avait auparavant. Si l'assistance culturelle et technique française a réussi à renforcer la place de la langue française au Maghreb, son maintien s'est avéré de plus en plus coûteux pour les deux parties. Pour la France, la diminution de la colonie française — très lente au Maroc — les contraintes de la compétition internationale qui l'ont obligé à arrêter l'exportation de ces cadres, ont aidé à la révision de la conception française en matière d'assistance culturelle et technique. La France ne pouvait plus répondre aux besoins en cadres que les anciennes colonies demandaient. Les limites de la langue française et même du bilinguisme sont devenues de plus en plus tangibles, et son développement au Maghreb s'est avéré aller à l'encontre de toute tendance de démocratisation et de généralisation de l'enseignement.

(11) Pour le Maroc et la Tunisie, l'aide financière n'a jamais été permanente. elle a toujours souffert des phases de détérioration des relations entre la France et les deux pays (guerre d'Algérie, Affaire Ben Berka), cependant l'assistance technique et surtout culturelle n'a jamais été interrompue. L'Algérie après 1962 et 1965 a reçu sur le plan financier, un apport français très important du fait essentiellement de la stratégie pétrolière de la France et des stipulations des accords d'Evian.

Au niveau des pays maghrébins, le bilan de l'apport technique et culturel de la France n'a pas été toujours positif. Certes, il a permis au départ de maintenir, voire même se développer quelques services administratifs et éducatifs, mais ses défaillances se sont multipliées au cours des années. Son coût économique et financier a été lourd pour le budget (traitements) pour la balance des paiements (transferts) et pour l'économie dans son ensemble (influence sur la consommation, les prix et la répartition). Le coût socio-politique et psychologique a été encore plus élevé : l'assistance culturelle et technique a aidé aux renforcements des antagonismes sociaux, et a permis l'extension sociale d'une minorité privilégiée à la défaveur de la grande majorité de la population. Elle a aussi renforcé l'aliénation des cadres et des intellectuels vis-à-vis du mode de vie et la pensée occidentale. Enfin, elle n'a pas rempli, de la meilleure façon son rôle car son caractère axé sur la gestion et la conception ne lui a pas permis de préparer la relève et de s'autodétruire en laissant derrière une structure culturelle et administrative nationale dirigée par des cadres nationaux à partir de motivations nationales. L'apport français a été trop important et trop facile et n'a pas encouragé de ce fait les pays « bénéficiaires », surtout au Maroc, à former leurs cadres le plutôt possible pour assurer le remplacement des cadres étrangers.

L'inadaptation de l'assistance technique et culturelle a poussé la France à repenser ses conceptions en la matière. C'est dans ce sens qu'elle a cessé d'envoyer des enseignants expérimentés et pourvus de grades universitaires élevés pour les remplacer par des jeunes cadres qui quittent leur pays pour effectuer leur service militaire dans le cadre de la coopération ⁽¹²⁾. La tendance d'adaptation a amené les responsables français à concevoir avant même les pouvoirs maghrébins le remplacement de la coopération de conception et de gestion par une coopération de formation. « Former les formateurs » est devenu les mots d'ordre des missions culturelles françaises au Maghreb ; c'est-à-dire que la France voudrait envoyer des cadres pour former les enseignants et techniciens marocains et non pour encadrer et gérer directement l'enseignement et l'administration.

L'assistance financière classique tend aussi à perdre de son importance et à changer de nature : son caractère budgétaire et monétaire cède de plus en plus la place au financement des projets industriels. L'apparition d'autres sources de financement à l'intérieur même des

(12) Les contraintes budgétaires au niveau des pays maghrébins les ont obligé à accepter ce « rajeunissement » de la coopération technique et culturelle.

pays du Tiers-Monde (pays pétroliers), l'accumulation des déficits financiers chez les pays européens amènent ces derniers à se faire remplacer en tant que « donateurs » de capitaux au Tiers-Monde en déficit, par le Tiers-Monde en excédent. Enfin l'atout et l'avance technologique de l'économie européenne par rapport au Maghreb lui permettent d'utiliser son apport en savoir et en ingénierie à la place de son apport en capitaux pour entretenir les relations de domination.

La phase d'adaptation et de changement des conceptions de la coopération permet la convergence des politiques de coopération de l'ensemble des pays européens : ceux qui avaient un passé colonial (la France) délaissent les anciennes pratiques et prennent le nouveau train en marche selon le dessein tracé par les pays capitalistes sans passé colonial (les Etats-Unis et l'Allemagne) qui ne sont pas trouvés obligés à reviser la nature de leur nations avec le Tiers-Monde parce qu'ils ne portent pas le fardeau du passé colonial ⁽¹³⁾.

3. Le dépassement de l'apport des capitaux étrangers

Le modèle néo-colonial impliquait le transfert de capitaux privés des pays européens vers les pays du Tiers-Monde (dont le Maghreb) sous prétexte que ces capitaux permettent une promotion des investissements et répondent à la défaillance de l'épargne dans les pays du Tiers-Monde.

L'expérience a montré que l'apport en capitaux publics et privés a servi essentiellement l'économie des pays capitalistes parce qu'il a alimenté des importations du Tiers-Monde en biens d'équipement et en denrées alimentaires des pays nantis. Les classes dominantes ont pu récupérer à leur faveur les surplus engendrés par l'utilisation de cet apport qui a permis donc de renforcer les antagonismes socio-économiques dans le Tiers-Monde et sa dépendance vis-à-vis des centres d'hégémonie capitaliste.

L'apport financier étranger a été incapable d'arriver à l'objectif que le modèle néolibéral lui a assigné celui de la création d'une bourgeoisie entreprenante capable d'encadrer la croissance économique. L'ensemble des faveurs octroyées par les codes d'investissement et des fa-

(13) L'exportation de la main-d'œuvre maghrébine qui fait partie du modèle de relations néocoloniales tend à être aussi dépassée, les difficultés que connaissent les économies capitalistes (chômage, inflation) et les exportations d'industrie de main-d'œuvre vers les pays du Tiers-Monde, doivent atténuer le flux de la main-d'œuvre étrangère vers les pays capitalistes.

cilités accordées par les institutions financières ont pour seul résultat d'enrichir une caste de privilégiés qui a pris la défense de la dépendance économique.

Le bilan de l'apport étranger privé a été plus maigre que celui de l'apport public. De multiples éléments de freinage ne permettent pas son développement.

Les firmes multinationales, d'origine américaine ou européenne, préfèrent placer leurs capitaux dans les pays capitalistes pour s'assurer d'une rentabilité plus grande. Elles ont ignoré, durant les années 60 les pays du Tiers-Monde surtout ceux de l'Afrique, à l'exception des pays producteurs de matière première exportable. Par ailleurs l'atout technologique que ces firmes possèdent aujourd'hui leur permet de s'adapter aux mouvements de nationalisation et d'exporter de plus en plus les produits du savoir et de la technologie à la place des capitaux. Le transfert des capitaux de nature « tertiaire » remplacera dans l'avenir le transfert des capitaux de nature secondaire.

Par ailleurs, l'apparition des déficits de balance de paiement dans les pays capitalistes surtout depuis le début de la crise énergétique et l'accumulation des excédents par le Tiers-Monde pétrolier créent des grands changements dans la géographie des flux de capitaux. Le déplacement de ces derniers pourrait se faire de plus en plus du Sud au Nord et non du Nord au Sud, c'est-à-dire des pays pétroliers excédentaires aux pays industrialisés.

IV. LES TENDANCES ET LES ALTERNATIVES

Le dépassement des formes de coopération qui ont vu le jour après l'indépendance des pays maghrébins doit entraîner la naissance de nouvelles formes de relations entre le Maghreb et l'Europe selon des alternatives allant dans deux perspectives :

1. La perspective du maintien de la dépendance

Dans ce cadre, l'Europe sera tentée d'adapter ses projets de « coopération » avec le Maghreb en tenant compte de sa propre situation, de ses atouts et de ses limites. Elle maintiendra les formes de coopération de type néo-colonial malgré leur vieillissement et elle proposera un nouveau pacte au pays maghrébin dans le sens des directions suivantes :

a) Elle aura tendance à accorder plus d'importance que dans le passé aux pays producteurs de pétrole (Algérie) et de matière pre-

nières demandées (le phosphate du Maroc). Cependant ce changement d'intérêt donnera plus de poids aux pays arabes du Machrek, qu'aux pays arabes du Maghreb dans leur relations avec l'Europe.

b) Elle encouragera la plantation d'industries de moins en moins classiques dans les pays ayant une capacité d'absorption et une possibilité politique à créer une industrie nationale de plus en plus diversifiée. Forte de son avance technologique, elle poussera à l'exportation de quelques industries vers les pays maghrébins dans le cadre de la nouvelle division du travail ⁽¹⁴⁾. Elle exploitera par ailleurs les défaillances de l'agriculture maghrébine pour intensifier la dépendance du Maghreb sur le plan alimentaire.

c) Elle encouragera les recyclages des excédents financiers des pays pétroliers dans trois sens :

- Attirer une partie des capitaux arabes pour des placements en Europe.
- Echanger sous forme de troc pétrole contre biens d'équipements.
- Créer des centres régionaux de recyclage des pétro-dollars dans les pays maghrébins qui optent pour les voies libérales. C'est dans ce sens que l'on peut concevoir Casablanca comme un centre où pourraient converger les excédents financiers à la recherche d'un placement en Europe.

d) Elle tentera de créer une solidarité de fait entre ses propres intérêts et les intérêts des pays du Sud de la Méditerranée afin d'instituer un bloc capable d'affronter les jeux des autres grandes forces mondiales surtout américaine et soviétique.

L'application de ce modèle ne fera qu'entretenir la dépendance du Maghreb et de la placer à un niveau différent de celui que l'on connaît aujourd'hui. Il favorisera essentiellement les « nations privilégiées » du monde arabe et engendrera dans l'avenir des contradictions entre les pays de la région en développant des formes de domination inter-étatiques dans des zones déterminées du Tiers-Monde les nouveaux pays dominants commenceront à jouer le rôle-relai entre les centres du capitalisme international et le reste du Tiers-Monde.

(14) C'est dans ce sens que se développent les relations commerciales entre l'Europe et le Maghreb. Les industries européennes entrent de plus en plus en concurrence pour arracher les marchés de biens d'équipement au Maghreb. L'Allemagne Fédérale pourrait devenir en 1975 le premier fournisseur de ces biens aux pays maghrébins et devancer la France pour la première fois.

2. La perspective de la libération et de la véritable coopération

La perspective d'une coopération saine doit entraîner la rupture des successions des formes de domination et créer les conditions d'égalisation des chances entre l'Europe et le Maghreb. Ceci implique que l'écart entre les deux entités se réduise sérieusement même si le processus de sa réduction entraîne des difficultés aux économies européennes. C'est à ce prix que l'on pourrait créer les bases d'un ordre économique nouveau.

L'Europe, comme d'ailleurs, l'ensemble des pays capitalistes, est appelée à fournir de grands efforts politiques qui doivent avoir nécessairement des conséquences très grandes sur son système social, économique et social et hâter la montée des forces socialistes dans ces pays. En effet une nouvelle politique vis-à-vis du Tiers-Monde doit pousser l'Europe à ne plus suivre les politiques dictées par les firmes multinationales et les grands intérêts privés et à bannir les pratiques de type néo-colonial avec le Tiers-Monde. Elle doit aider les pays maghrébins et arabes à parfaire leur indépendance politique en obligeant l'Espagne européenne à céder les territoires marocains au Sahara et au Nord de la Patrie mère et surtout en œuvrant dans le sens de la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien.

Le problème palestinien constitue pour les générations actuelles et futures, dans le monde arabe, un élément déterminant dans leur dialogue avec l'Europe.

Sur le plan économique, l'Europe est appelée à changer la vision de ses relations avec le Maghreb afin que leur nature ne reste plus dictée par une quelconque division inique du travail sur le plan international.

Il est cependant certain, que l'effort le plus soutenu pour changer l'ordre des relations entre les deux parties devrait venir du côté maghrébin. Le Maghreb est appelé à intensifier toutes les initiatives en matière de libération nationale et à se préparer pour affronter les nouvelles formes de domination qui se placent au niveau technologique et au niveau de l'aliénation de la société globale et des hommes vis-à-vis du modèle de civilisation des pays industrialisés. C'est dans ce sens que l'effort des changements socio-économiques devrait être axé autour d'un développement multisectoriel harmonieux et intégré qui accorde la priorité à la création d'une industrie fondamentale intégrée, à la formation très poussée des cadres en vue de dépasser les nouvelles

formes de dépendance technologique et qui ne doit nullement négliger la production agricole afin de garantir une meilleure répartition des revenus et éliminer le risque de la dépendance alimentaire.

La garantie du succès de cette politique implique d'une part, le développement d'une véritable coopération entre les pays maghrébins (qui doivent effectuer l'effort nécessaire afin d'atténuer leurs contradictions objectives et subjectives et toute tentation d'hégémonisme régional) et d'autre part le déclenchement d'un mouvement de démocratisation et de participation des populations maghrébines dans la conception et la gestion du destin de leurs pays.

Fathallah OUALALOU